

Vu la convention d'aménagement du temps de travail conclue le 31 octobre 1986 entre la S.A. Neven-Lemmens, à Wellen, la délégation syndicale des travailleurs de cette entreprise et les organisations représentatives des travailleurs, et signée par Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, modifiant la convention du 6 novembre 1984 conclue entre les mêmes parties;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'une prorogation de la dérogation accordée par l'arrêté royal du 2 août 1985 doit être octroyée sans délai à la S.A. Neven-Lemmens, à Wellen, afin que le nouveau régime de travail puisse être maintenu dans l'entreprise;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 2 août 1985 accordant à la S.A. Neven-Lemmens, à Wellen, une dérogation temporaire à certaines dispositions de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, de la loi du 16 mars 1971 sur le travail et de la loi du 4 janvier 1974 relative aux jours fériés et fixant les conditions et l'importance de l'intervention financière de l'Etat dans le cadre d'une expérience d'aménagement du temps de travail, les mots « modifiée par une convention complémentaire » sont insérés entre les mots « le Ministre de l'Emploi et du Travail » et « et à leur employeur ».

**Art. 2.** Dans l'article 6 du même arrêté les mots « 31 octobre 1986 » sont remplacés par les mots « 1er novembre 1988 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 31 octobre 1986.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 22 avril 1987.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,  
**M. HANSENNE**

**MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 87 — 827

**20 FEVRIER 1987.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1930 concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes

**BAUDOUIN**, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, modifiée par les lois des 11 mars 1958, 14 avril 1965, 22 juillet 1974, 9 juillet 1975 et 1er juillet 1976;

Vu la loi du 20 août 1969 approuvant la Convention unique sur les stupéfiants et les annexes faites à New York le 30 mars 1961;

Vu la loi du 8 décembre 1983 approuvant le Protocole amendant la Convention unique sur les stupéfiants, fait à Genève le 25 mars 1972;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1930 concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes, notamment les articles 11, 16, modifié par l'arrêté royal du 31 octobre 1985 et 19, modifié par l'arrêté royal du 20 septembre 1951;

Gelet op de overeenkomst tot aanpassing van de arbeidstijd gesloten op 31 oktober 1986 tussen de N.V. Neven-Lemmens, te Wellen, de vakbondsafvaardiging van de werknemers van voormelde onderneming en de representatieve werknemersorganisaties en medeondertekend door Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid tot wijziging van de overeenkomst van 6 november 1984, gesloten tussen dezelfde partijen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aan de N.V. Neven-Lemmens, te Wellen, onverwijld een verlenging moet worden verleend van de afwijking, toegekend bij het koninklijk besluit van 2 augustus 1985, opdat de nieuwe arbeidsregeling in de onderneming kan worden verdergezet;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1985, waarbij aan de N.V. Neven-Lemmens, te Wellen, een tijdelijke afwijking wordt verleend van sommige bepalingen van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeids-overeenkomsten en de paritaire comités, van de arbeidswet van 16 maart 1971 en van de wet van 4 januari 1974 betreffende de feestdagen en tot vaststelling van de voorwaarden voor, en de omvang van de financiële tegemoetkoming van de Staat in het kader van een experiment tot aanpassing van de arbeidstijd, worden tussen de woorden « de Minister van Tewerkstelling en Arbeid » en « , en op hun werkgever » de woorden « gewijzigd bij een aanvullende overeenkomst » ingevoegd.

**Art. 2.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden « 31 oktober 1986 » vervangen door de woorden « 1 november 1988 ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 31 oktober 1986.

**Art. 4.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 22 april 1987.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
**M. HANSENNE**

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU**

N. 87 — 827

**20 FEBRUARI 1987.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 december 1930 omtrent de handel in slaap- en verdovende middelen

**BOUDEWIJN**, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 februari 1921 betreffende het verhandelen van de giftstoffen, slaapmiddelen, verdovende middelen, ontsmettingsstoffen en antiseptica, gewijzigd door de wetten van 11 maart 1958, 14 april 1965, 22 juli 1974, 9 juli 1975 en 1 juli 1976;

Gelet op de wet van 20 augustus 1969 houdende goedkeuring van het Enkelvoudig Verdrag inzake verdovende middelen en de bijlagen, opgemaakt te New York op 30 maart 1961;

Gelet op de wet van 8 december 1983 houdende goedkeuring van het Protocol houdende wijziging van het Enkelvoudig Verdrag inzake verdovende middelen, opgemaakt te Genève op 25 maart 1972;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1930 omtrent de handel in slaap- en verdovende middelen, inzonderheid op de artikelen 11, 16, gewijzigd door het koninklijk besluit van 31 oktober 1985 en 19, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 september 1951;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire dans l'intérêt de la Santé publique d'adapter sans tarder les dispositions concernant le commerce des stupéfiants et en particulier la notion de personne responsable, aux exigences actuelles;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** L'article 11 de l'arrêté royal du 31 décembre 1930 concernant le trafic des substances soporifiques et stupéfiantes est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 11. § 1. Nul ne peut importer, exporter, fabriquer, détenir, vendre ou offrir en vente, délivrer ou acquérir des stupéfiants à titre onéreux ou à titre gratuit, s'il n'en a obtenu l'autorisation préalable de Notre Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Cette autorisation est personnelle.

§ 2. Cette disposition ne s'applique pas à l'acquisition ni à la détention en vertu d'une prescription médicale.

Les pharmaciens tenant officine ou dépôt ainsi que les médecins ou les médecins-vétérinaires tenant dépôt sont autorisés de plein droit, dans la mesure des besoins de leur officine ou de leur dépôt.

En cas de cessation d'activité il est obligatoire d'avertir l'Inspecteur de la pharmacie concerné.

Sont également autorisés, dans les limites de leurs besoins professionnels fixés à l'article 22, les médecins et les médecins-vétérinaires ne tenant pas dépôt ainsi que les licenciés en sciences dentaires.

§ 3. La demande pour obtenir une autorisation doit mentionner : le nom et le prénom ou la raison sociale et l'adresse du demandeur, le lieu et la nature des opérations envisagées.

Elle mentionne également le nom de la personne responsable de l'exécution des obligations découlant de cet arrêté, de même que le nom de son remplaçant ou de ses remplaçants.

Ce responsable et son ou ses remplaçants contresignent cette demande.

Sur base d'un avis motivé par lettre recommandée à la poste, le Ministre peut refuser d'accorder l'autorisation.

Chaque modification des renseignements fournis doit être signalée dans les 10 jours ouvrables au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions qui peut accepter ou rejeter les modifications. En cas de rejet, il avertit le détenteur d'autorisation par lettre recommandée à la poste dans laquelle il expose les motifs du rejet de modification.

§ 4. En cas de changement de titulaire ou de responsable, il est dressé par les deux personnes intéressées, l'inventaire du stock des stupéfiants. Cet inventaire est consigné lisiblement dans le registre prévu à l'article 17 ou dans le registre des ordonnances. Il est daté et signé par les deux personnes intéressées.

En cas de cessation des activités, le Service des stupéfiants est averti. Un agent compétent de ce Service contrôle et clôture les registres prévus à l'article 17 et 18. Les pièces justificatives visées par cet arrêté pourront être emportées par cet agent et conservées par le Service des stupéfiants. L'autorisation est abrogée.

§ 5. L'autorisation accordée en vertu du § 3 est valable jusqu'au 31 décembre de l'année pour laquelle elle est délivrée. Elle peut être renouvelée sur demande écrite du détenteur d'autorisation effectuée dans le mois qui précède l'échéance.

Les détenteurs de cette autorisation sont tenus de notifier au Service des Stupéfiants, sur des formulaires établis par ledit Service, au plus tard le 1er février de chaque année, le relevé des stocks de chaque stupéfiant qu'ils détiennent au 31 décembre de l'année précédente.

§ 6. a) Les dispositions prévues au § 5 ne sont pas applicables aux directeurs de laboratoires à qui, dans les limites de leurs besoins professionnels, le Ministre peut délivrer une autorisation, destinée à l'achat de petites quantités de stupéfiants dans une officine, en vue de les détenir et de les utiliser à des fins scientifiques.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bepalingen i.v.m. de vergunning tot de handel in verdovende middelen, en meer bepaald de notie van een verantwoordelijk persoon, in het belang van de volksgezondheid onverwijld dienen te worden aangepast aan de huidige vereisten;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 11 van het koninklijk besluit van 31 december 1930 omtrent de handel in slaap- en verdovende middelen wordt vervangen door volgende bepalingen :

« Artikel 11. § 1. Zonder voorafgaande vergunning van Onze Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft mag niemand, onder bezwarende titel of om niet, verdovingsmiddelen invoeren, uitvoeren, vervaardigen, in bezit hebben, verkopen of te koop stellen, afleveren of aanschaffen. Deze vergunning is persoonlijk.

§ 2. Deze bepaling is niet van toepassing voor het aankopen of het bezitten krachtens geneeskundig voorschrift.

De apothekers die een apotheek of een geneesmiddelen depot houden, evenals de geneesheren en dierenartsen die een geneesmiddelen depot houden hebben van rechtswege bewuste vergunning in de mate waarin zij voor hun apotheek of voor hun depot verdovingsmiddelen nodig hebben.

In geval van stopzetting van de activiteiten moet de betrokken Farmaceutische Inspecteur verwittigd worden.

Zo ook hebben de geneesheren en de veeartsen die geen depot hebben, evenals de licentiaten in de tandheelkunde insgelijks de vergunning binnen de perken van hun beroepsnoodwendigheden, bepaald bij artikel 22.

§ 3. De aanvraag om een vergunning moet vermelden : de naam en voornaam of handelsnaam en het adres van de aanvrager, evenals de aard en de plaats van de verrichtingen waarmee hij zich wil bezighouden.

De aanvraag vermeldt tevens de naam van een persoon verantwoordelijk voor het uitvoeren van de verplichtingen bij dit besluit voorzien, alsook de naam van zijn vervanger of vervangers.

Deze verantwoordelijke, alsmede zijn vervanger of vervangers, ondertekenen mee deze aanvraag.

De Minister kan de vergunning weigeren bij een ter post aangetekend schrijven waarin hij de motieven van de weigering uiteenzet.

Elke wijziging aan de verstrekte inlichtingen moet binnen de 10 werkdagen worden meegedeeld aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, die de wijzigingen kan aanvaarden of verwerpen. In geval van verwerping verwittigt hij de vergunninghouder daarvan bij een ter post aangetekend schrijven waarin hij de motieven voor de weigering van de wijziging uiteenzet.

§ 4. In geval van verandering van titularis of verantwoordelijke wordt er door de twee betrokken personen de inventaris opgemaakt van de stock der verdovende middelen. Deze inventaris wordt leesbaar ingeschreven in het register voorzien in artikel 17 of in het voorschriftenboek. Hij wordt gedateerd en ondertekend door de twee betrokken personen.

In geval van stopzetting van de activiteiten wordt de Dienst der Verdovende Middelen hiervan verwittigd. Een bevoegd ambtenaar van deze dienst controleert en sluit de registers voorzien bij de artikelen 17 en 18. De in het kader van dit besluit te bewaren verantwoordingsstukken kunnen door deze ambtenaar worden meegenomen en bewaard door de dienst. De vergunning wordt geschrapt.

§ 5. De vergunning toegekend volgens § 3 is geldig tot 31 december van het jaar waarvoor ze is afgeleverd. Zij kan hernieuwd worden op schriftelijke aanvraag van de vergunninghouder binnen de maand die de vervaldag voorafgaat.

De houders van dergelijke vergunning moeten, ten laatste op 1 februari van ieder jaar, aan de Dienst der Verdovende Middelen de opgaven van de voorraad laten weten van ieder verdovend middel dat zij op 31 december van het voorgaande jaar in bezit hadden en dit op formulieren opgesteld door de dienst.

§ 6. a) De bepalingen van § 5 gelden niet voor de bestuurders van laboratoria, aan wie, binnen de beperkingen van hun beroepsnoodwendigheden, de Minister een vergunning kan verlenen die hen toelaat kleine hoeveelheden verdovende middelen aan te kopen bij een apotheek, in bezit te houden en te gebruiken voor wetenschappelijke doeleinden.

b) Sur demande écrite de leur part, le Ministre peut délivrer une autorisation aux personnes dont l'activité professionnelle justifie la détention d'une quantité limitée de stupéfiants. Les dispositions prévues au § 5 ne sont pas applicables.

Toute acquisition de stupéfiants par ces personnes est soumise à l'accord préalable du Service des Stupéfiants et ne peut se faire que contre remise d'un bon de commande visé par ce service.

§ 7. Sans préjudice de l'application de sanctions pénales éventuelles les autorisations visées aux §§ 5 et 6 sont toujours révocables et pourront être subordonnées à un cautionnement déterminé par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions. Pour effectuer le retrait de ces autorisations, le Ministre avertit les détenteurs d'autorisation par lettre recommandée à la poste dans laquelle il expose les motifs du retrait. »

Art. 2. A l'article 16 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les mots « Toute délivrance » sont remplacés par les mots « Tout achat ou vente » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sauf pour les détenteurs d'autorisation visés au § 6 de l'article 11 et pour les médecins et les médecins-vétérinaires, tenant dépôt ou non, ainsi que pour les licenciés en sciences dentaires, le modèle de ce bon de commande est établi par le Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions.

Les personnes autorisées, qui sont tenues d'utiliser de tels bons, doivent s'approvisionner en carnets de ces bons au Service des stupéfiants. L'usage de tout autre bon leur est interdit. » ;

3° dans l'alinéa 3, les mots « Les commerçants autorisés à fournir des stupéfiants aux pharmaciens » sont remplacés par les mots « les vendeurs ».

Art. 3. Dans l'article 19, paragraphe 1er du même arrêté, les mots « ouverte au public » sont remplacés par les mots « ou dépôt ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours de quel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 février 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique,  
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 87 — 828

21 AVRIL 1987. — Arrêté royal fixant d'une part la cotisation annuelle à verser pour l'année 1987 par le Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et d'autre part les montants de base des pensions de retraite et de survie prévus par l'arrêté royal du 31 mars 1983 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains médecins

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 34quinquies, inséré par la loi du 27 juin 1969 et modifié par les lois des 26 mars 1970 et 8 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 31 mars 1983 instituant un régime d'avantages sociaux pour certains médecins, notamment les articles 4, 6 et 7;

b) Op schriftelijke aanvraag kan de Minister een vergunning afleveren aan personen waarvan de beroepsactiviteit het bezit van een beperkte hoeveelheid verdovende middelen rechtvaardigt. De bepalingen van § 5 zijn niet van toepassing.

Iedere verwerving van een verdovend middel door deze personen is onderworpen aan het voorafgaandelijk akkoord van de Dienst der Verdovende Middelen en mag slechts geschieden mits overlegging van een bestelbon geviséerd door die dienst.

§ 7. Onverminderd de toepassing van eventuele strafmaatregelen, kunnen de vergunningen bedoeld onder §§ 5 en 6 worden ingetrokken en afhankelijk gesteld van een borgtocht door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft. Bij intrekking van die vergunningen verwittigt de Minister de houders ervan bij een ter post aangetekend schrijven waarin hij de motieven voor de intrekking uiteenzet. »

Art. 2. In artikel 16 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt het woord « Aflevering » vervangen door de woorden « Aan- of verkoop » ;

2° het tweede lid wordt vervangen door volgende bepaling :

« Uitgezonderd voor de vergunninghouders bedoeld in § 6 van artikel 11 en voor de geneesheren en dierenartsen, al dan niet met depot, evenals voor de licentiaten in de tandheelkunde, wordt het model van die bon bepaald door de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft.

De tot het gebruik van dergelijke bons verplichte vergunninghouders moeten zich bij de Dienst der Verdovende Middelen bonboekjes aanschaffen. Het gebruik van welkdanig andere bestelbon is hen verboden. » ;

3° in het derde lid worden de woorden « De handelaars die vergunning hebben om aan de apothekers verdoovingsmiddelen te leveren, » vervangen door de woorden « De verkopers ».

Art. 3. In het eerste lid van artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden « voor het publiek openhoudt » vervangen door de woorden « of een depot houdt ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 februari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid,  
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 87 — 828

21 APRIL 1987. — Koninklijk besluit tot vaststelling enerzijds van de door de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering te storten jaarlijkse bijdrage voor het jaar 1987 en anderzijds van de basisbedragen van de rust- en overlevingspensioenen voorzien bij het koninklijk besluit van 31 maart 1983 tot instelling van een regeling van sociale voordelen voor sommige geneesheren

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 34quinquies, ingevoerd door de wet van 27 juni 1969 en gewijzigd bij de wetten van 26 maart 1970 en 8 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 maart 1983 tot instelling van een regeling van sociale voordelen voor sommige geneesheren, inzonderheid op de artikelen 4, 6 en 7;